

Vers une rÃ©vision du Code de l'eau

Dossier de la rÃ©daction de H2o
October 2011

Plusieurs experts, ainsi que des partenaires financiers ont entamÃ© Ã Dakar des Ã©changes sur le processus de rÃ©vision de la Loi portant sur le Code de l'eau, pour permettre Ã l'Ã‰tat "de respecter son engagement Ã promouvoir la gestion intÃ©grÃ©e des ressources en eau (GIRE) Ã l'instar de la communautÃ© internationale".

"Le processus de rÃ©vision de la Loi 81-13 du 14 mars 1981, portant Code de l'eau participe de la volontÃ© de l'Ã‰tat du SÃ©nÃ©gal de respecter son engagement Ã promouvoir la gestion intÃ©grÃ©e des ressources en eau (GIRE) Ã l'instar de la communautÃ© internationale", a dit Oumar Sarr ministre de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique. Selon lui, "par rapport aux principes de base de la GIRE, notamment les principes d'Ã©quitÃ©, de subsidiaritÃ©, d'information et de participation, le cadre juridique et institutionnel actuellement en vigueur comporte encore quelques insuffisances qu'il convient de corriger". Pour Oumar Sarr, "cette loi qui a Ã©tÃ© adoptÃ©e au lendemain des durs cycles de sÃ©cheresse des annÃ©es 1970, visait Ã tracer les contours d'une approche de gestion des ressources en eau capables d'attÃ©nuer les consÃ©quences nÃ©fastes d'une telle calamitÃ© naturelle. Depuis lors, la nÃ©cessitÃ© d'une approche intÃ©grÃ©e de la gestion des ressources en eau pour promouvoir un dÃ©veloppement durable a Ã©tÃ© de plus en plus reconnue et rÃ©affirmÃ©e par la communautÃ© internationale. Dans cet exercice (processus de rÃ©vision du Code), il importe de veiller Ã une harmonisation du cadre lÃ©gislatif et rÃ©glementaire constituÃ© par de nombreux textes de loi et de traitÃ©s internationaux comme notamment les Codes de l'Environnement, de l'Assainissement et de l'HygiÃ¨ne et la Charte des eau du fleuve SÃ©nÃ©gal qui sont venus renforcer l'arsenal juridique sur la ressource en eau."

Pour sa part, Leila Mokadem, reprÃ©sentante rÃ©sidente rÃ©gionale du Bureau de la Banque africaine de dÃ©veloppement - BAD, a estimÃ© que "point n'est besoin de vous rappeler que la rÃ©vision de la Loi portant Code de l'eau du SÃ©nÃ©gal dont l'adoption remonte Ã 1981, constitue un des piliers du nouveau dispositif juridique que le gouvernement du SÃ©nÃ©gal compte se doter". "Les bases pour une gouvernance efficace de l'eau pour les dÃ©cennies Ã venir dÃ©pendent donc de la pertinence et de la qualitÃ© de ce cadre de rÃ©fÃ©rence", a-t-elle soutenu. Elle a en outre rÃ©itérÃ© la volontÃ© et la disponibilitÃ© de la BAD et de la FacilitÃ© africaine de l'eau pour soutenir le gouvernement du SÃ©nÃ©gal dans ses efforts de dÃ©veloppement du secteur de l'eau et d'amÃ©lioration de la gouvernance de l'eau en vue de l'atteinte des Objectifs de dÃ©veloppement du millÃ©naire.

Agence de Presse SÃ©nÃ©galaise (Dakar) - AllAfrica 13-09-2011